



« LA FRANCE EN MORCEAUX »

Baromètre des Territoires 2019

EMBARGO TOTAL MARDI 19 FEVRIER 6H

Bernard Sananes, Président ELABE
Laurence Bedeau, Associée ELABE
Bruno Cautrès, Chercheur CNRS et au CEVIPOF
Thomas Vitiello, Chef de projet ELABE
Vincent Thibault, Chargé d'études senior ELABE

En l'espace de 20 ans, la structure sociale et spatiale de la France s'est profondément modifiée.

En deux générations, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur a doublé, passant à plus de 40% des sortants de la formation initiale chaque année¹.

Les emplois sont de plus en plus concentrés dans le cœur des métropoles², alors que le périurbain a capté une grande partie de l'habitat³.

Ces mutations ont créé de nouvelles fractures qui séparent aujourd'hui une France qui va plutôt bien et a pu tirer parti de ces évolutions, et une France qui se sent mise à l'écart et a le sentiment de perdre sur toute ou partie des tableaux.

Alors que la peur du déclassement semble ne plus épargner aucune catégorie sociale et que de nombreux Français partagent le sentiment diffus de vivre dans une société inégalitaire et injuste, le Baromètre des Territoires a choisi d'explorer l'impact de ces fractures sociales et territoriales sur l'adhésion au récit national et l'« envie de faire France commune ».

La France d'aujourd'hui est-elle une mosaïque de territoires qui s'opposent, ou est-elle la somme d'une pluralité de situations socio-économiques qui dépassent les fractures territoriales objectivement observables ? Quel regard les Français portent-ils sur le territoire dans lequel ils vivent ? Est-il un lieu où ils réalisent et épanouissent leur projet de vie, ou un espace qui les entrave et les assigne ?

Autrement dit, que faut-il attribuer aux facteurs économiques et sociaux et que faut-il attribuer à la géographie et à la présence de l'Etat dans nos territoires (aménagement du territoire, offre de services publics) ?

Enseignements nationaux

Le Baromètre des Territoires analyse la France d'aujourd'hui avec un double regard : sociologique et territorial.

En croisant des données portant sur le bonheur privé, le lien social, la perception du lieu de vie et de l'habitat, le sentiment de justice sociale, les attentes comparées aux réalités en matière de qualité de vie, d'accès aux services publics et aux infrastructures et la capacité à se projeter dans l'avenir, **le Baromètre des Territoires dresse un portrait inédit des Français, de nos territoires et de notre pays.**

¹ Marie-Emilie Clerc, Olivier Monso, Erwan Pouliquen, « Les inégalités entre générations depuis le baby-boom », Insee, juillet 2011, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1373852?sommaire=1373855>

² Thomas Allaire, Jérémie Bureau, Anne-Laure Le Serviget, Thierry Pech, « Le marché du travail dans les grandes aires urbaines en 2015 ». Terra Nova, février 2016, <http://tnova.fr/etudes/le-marche-du-travail-dans-les-grandes-aires-urbaines-en-2015>

³ François Cusin, Hugo Lefebvre et Thomas Sigaud, « La question périurbaine : enquête sur la croissance et la diversité des espaces périphériques », Revue française de sociologie, n°57-4, 2016.

Les Français font le récit d'une vie privée heureuse, en très grande partie nourrie par les petits et grands bonheurs de la famille et du cercle proche qu'ils se sont choisi et sur lequel ils savent pouvoir compter.

- 73% des Français déclarent être heureux (dont 33% *très heureux*).
- 67% font le récit d'un équilibre trouvé entre temps de vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle.
- 75% ont la certitude d'avoir dans leur entourage des personnes sur qui compter en cas de problèmes graves.
- Et 61% ont le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent.

Dans la plupart de nos régions, **ce bonheur privé se prolonge du sentiment qu'il fait « bon vivre » dans son quartier, dans sa commune, quelles qu'en soient les réalités socioéconomiques** (66% trouvent qu'il fait « bon vivre » dans leur quartier ou leur commune et 59% estiment que l'endroit où ils vivent va « *plutôt bien* »).

Cet espace personnel est pourtant percuté de plein fouet par la **crise du pouvoir d'achat et le sentiment désormais majoritaire de vivre dans une société produisant relégation et exclusion**.

Quel que soit leur capital socio-culturel et patrimonial, une majorité de Français exprime un même sentiment d'injustice et s'indigne des inégalités qui fracturent notre pays et fragilisent les parcours.

- 78% jugent la société actuelle injuste (dont 28% *très injuste*).
- 63% sont convaincus qu'en France *la réussite sociale est jouée d'avance et dépend beaucoup des origines des gens*.
- 42% sont convaincus que la société dans laquelle vivaient leurs parents était plus juste.
- Cette injustice suscite l'indignation des Français : écart entre hauts et bas salaires (37%) et inégalités sociales (29%) cristallisent la colère. Les inégalités entre les territoires n'indignent que 6% des Français (9%, point le plus haut, dans les territoires de vie isolés, peu urbanisés, hors influence des grands pôles : les habitants de ces zones, dont on aurait pu faire l'hypothèse qu'ils seraient plus nombreux à dire la colère suscitée par le retrait des services publics de leur lieu de vie sont, à l'image d'une majorité, d'abord indignés par l'écart entre hauts et bas salaires).
- Et cette injustice fragilise le consentement à l'impôt : 34% considèrent qu'impôts et taxes sont inutiles et 65% qu'ils contribuent plus au système qu'ils n'en bénéficient.

Pourtant, le pacte fiscal n'est pas rompu : 81% des Français affirment être prêts à payer plus d'impôts ou de taxes si cela permettait, notamment, de réduire la pauvreté (36%), d'avoir un meilleur système de santé (31%), de réduire les pollutions (23%) ou d'avoir une meilleure éducation (21%). C'est donc la capacité à démontrer l'efficacité de la redistribution et sa contribution objective à un mieux-être social et à l'égalité républicaine qui sont en jeu.

- La crise du pouvoir d'achat coupe la France en deux : 48% vivent des fins de mois difficiles, dont 35% parviennent difficilement à finir les fins de mois en se restreignant et 13% sont obligés de puiser dans leurs réserves ou d'emprunter. 37% ont été à découvert au moins à plusieurs reprises ces 12 derniers mois, le 18 du mois en moyenne.
- Cette tension sur le pouvoir d'achat se traduit concrètement par :
 - Des difficultés répétées à subvenir à l'essentiel (18% ont eu à plusieurs reprises des difficultés à payer leur loyer ou leur crédit immobilier au cours des douze derniers mois, 21% à régler leurs factures d'électricité, de gaz ou de fioul) ;
 - Des renoncements (50% ont retardé ou renoncé à des soins de santé en 2018) ;
 - Et une somme d'arbitrages (32% cherchent presque systématiquement les prix les plus bas quand ils font leurs courses alimentaires et 50% quand ils achètent des vêtements ou chaussures).

Crise du pouvoir d'achat et représentations d'une société inégalitaire et injuste fragilisent la confiance et la capacité des Français à se projeter dans l'avenir.

- 47% des Français seulement sont optimistes pour leur avenir personnel.
- 45% pensent que *quand leurs enfants auront leur âge, ils vivront moins bien qu'eux*, contre 15% qu'ils vivront mieux.
- 70% sont pessimistes sur l'avenir de la société française (dont 26% *très pessimistes*).
- C'est du bout des lèvres qu'une courte majorité relative de Français prête aux acteurs publics le pouvoir de changer le monde dans lequel ils vivent : 52% pour le maire, 49% pour le Président de la République, 44% pour le Président de Région et 39% pour le député. Les entreprises sont relativement épargnées par ce doute : 61% jugent qu'elles ont le pouvoir de changer le monde dans lequel on vit.

Malgré cette souffrance sociale, la France reste le point d'ancrage le plus rassembleur, loin devant nos territoires : 73% sont attachés à la France, pour 58% exprimant leur attachement à leur région, 53% à leur département, 52% à leur commune et 45% à leur quartier.

Les Français tiennent en revanche l'Union Européenne à distance : 34% seulement s'y déclarent attachés. Elle fait l'objet d'un profond désamour, nourri par la conviction désormais bien ancrée qu'elle échoue à maîtriser les flux migratoires (51%), protéger leur région des effets négatifs de la mondialisation (47%) et participer au développement de l'endroit où ils vivent (40%).

Bonheur privé et souffrance sociale sont néanmoins modulés – atténués ou amplifiés, par le rapport subi ou choisi que nos concitoyens entretiennent avec leur territoire et avec la mobilité sociale.

Le Baromètre des Territoires révèle quatre grands types de trajectoires sociales et territoriales qui coexistent dans notre espace national :

- **21%** des Français sont **affranchis des contraintes territoriales et sociales** : ils ont peu d'attache territoriale, ils réalisent leur projet de vie sans entrave, ou ont les moyens socioculturels de surmonter les obstacles, de s'emparer des opportunités et de tirer parti des évolutions de notre société, telles que la numérisation de nos vies personnelle, sociale et professionnelle, l'Union Européenne ou la mondialisation (les « Français affranchis »).
- **22%** font le **choix résolu d'un enracinement dans leur territoire**. Heureux de vivre là où ils ont choisi de vivre, leur bulle personnelle est un bouclier qui les protège de la violence sociale, sans pour autant la masquer (les « Français enracinés »).
- **25%** sont **assignés à leur territoire et subissent de plein fouet les inégalités sociales et territoriales** (les « Français assignés »). Ils sont bloqués géographiquement et socialement. Ils dessinent leur avenir et celui de leurs enfants avec pessimisme.
- **32%** vivent une **forte tension entre leur aspiration à la mobilité sociale et territoriale et une difficulté à s'affranchir de leur situation socio-économique** et des inégalités territoriales (les « Français sur le fil »).

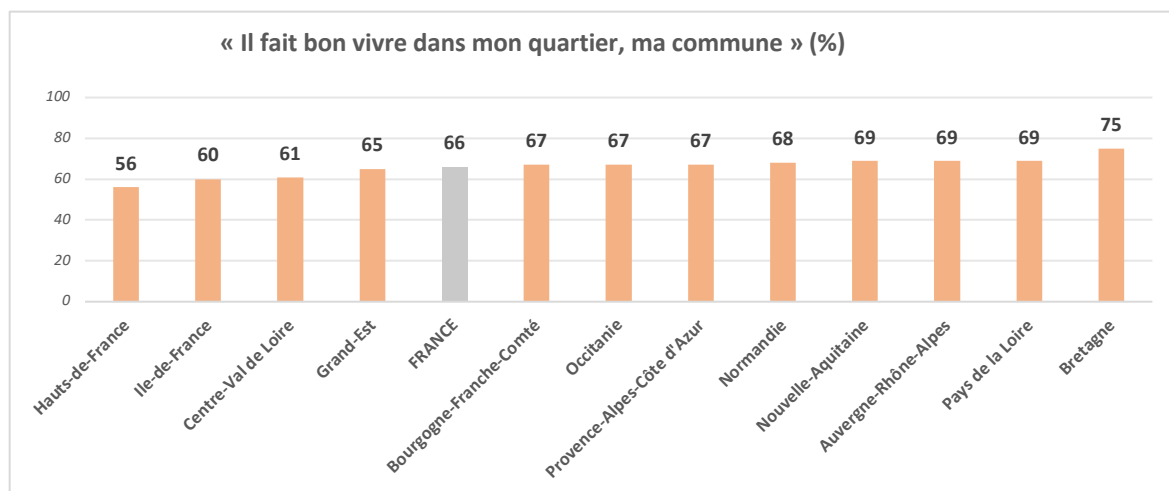
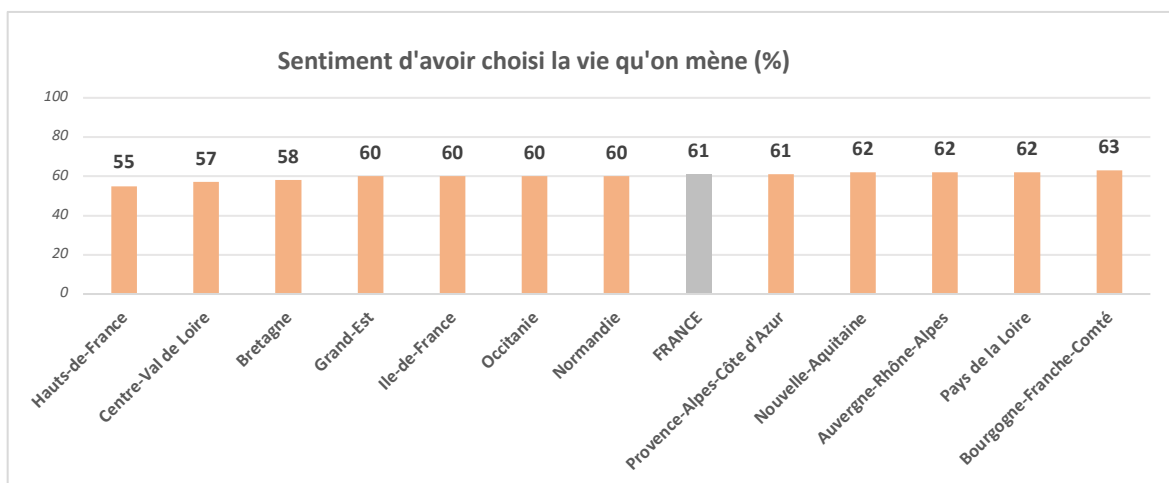
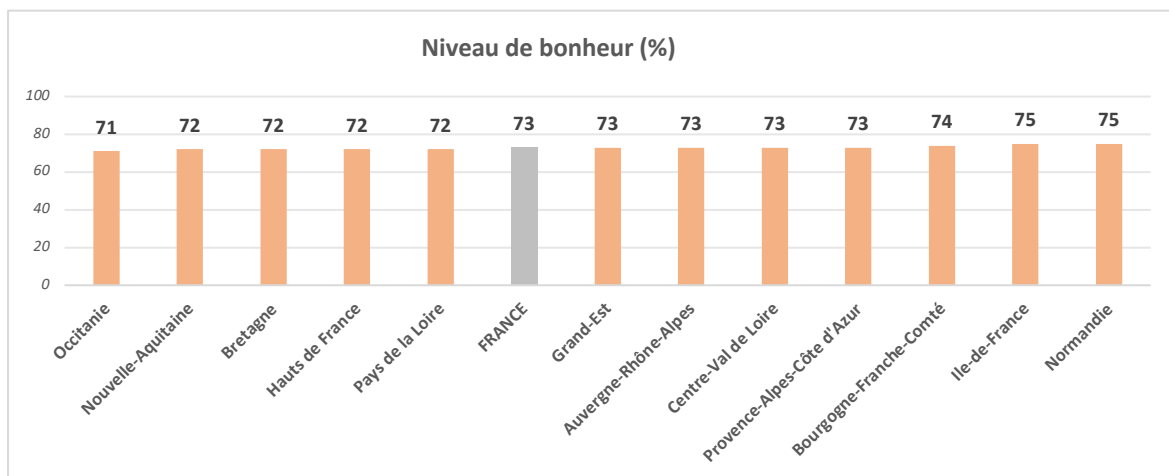
L'aménagement, la qualité de la présence des services publics et la topographie socio-économique de nos **territoires** amortissent ou amplifient les fragilités individuelles. Ce faisant, ils **facilitent ou entravent les trajectoires individuelles, et modulent naturellement le regard que les Français portent sur la vitalité de l'endroit où ils vivent**. Néanmoins, le Baromètre des Territoires révèle que, **sur le regard porté sur la société et l'évaluation de son propre parcours de vie, le pouvoir d'achat et le capital socio-culturel des individus sont des déterminants beaucoup plus puissants que les caractéristiques objectives de nos territoires**.

Ainsi, ces quatre groupes de Français se côtoient, voire se croisent assez largement au sein de mêmes territoires (au sein d'une même région administrative, mais également au sein de territoires de vie objectivement homogènes en matière de services publics et de dynamisme économique).

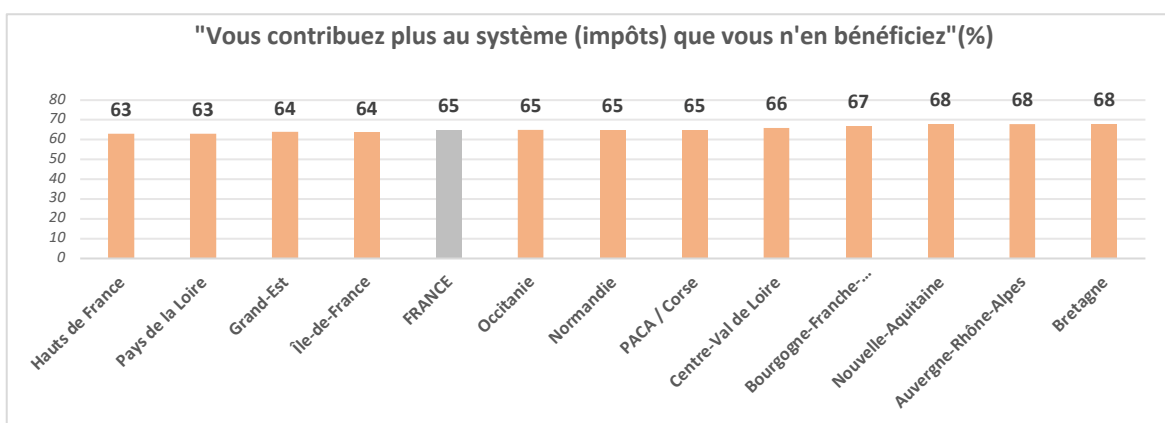
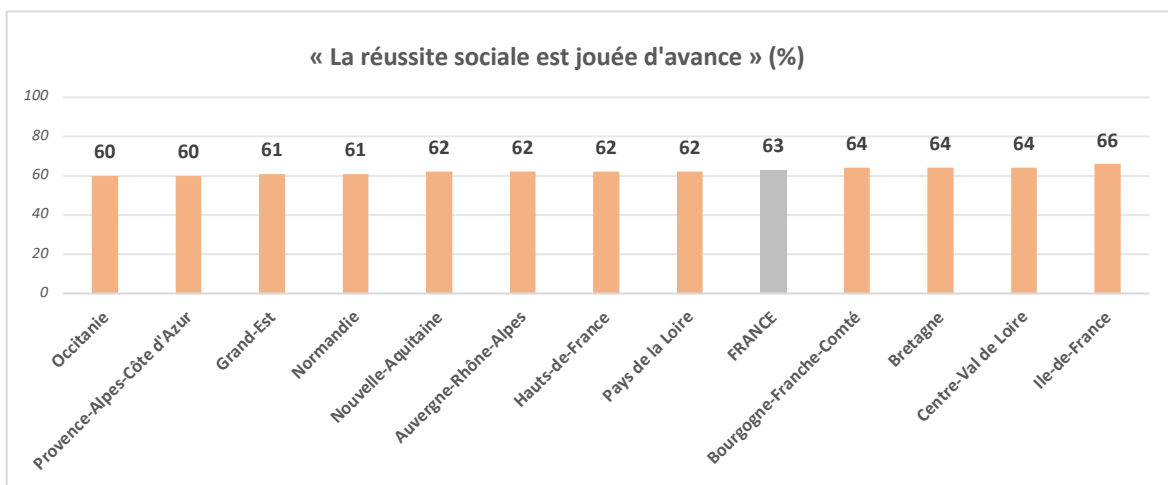
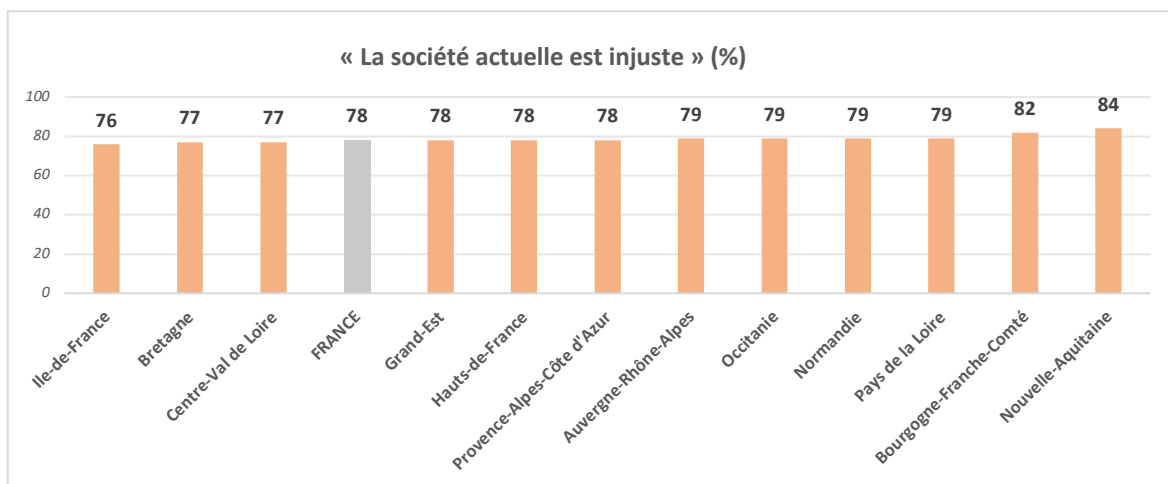
Apparaît ainsi l'image d'une France en morceaux, qui expriment pourtant un commun attachement à la France et, à travers cet attachement, peut-être l'envie ou l'espoir d'un destin commun.

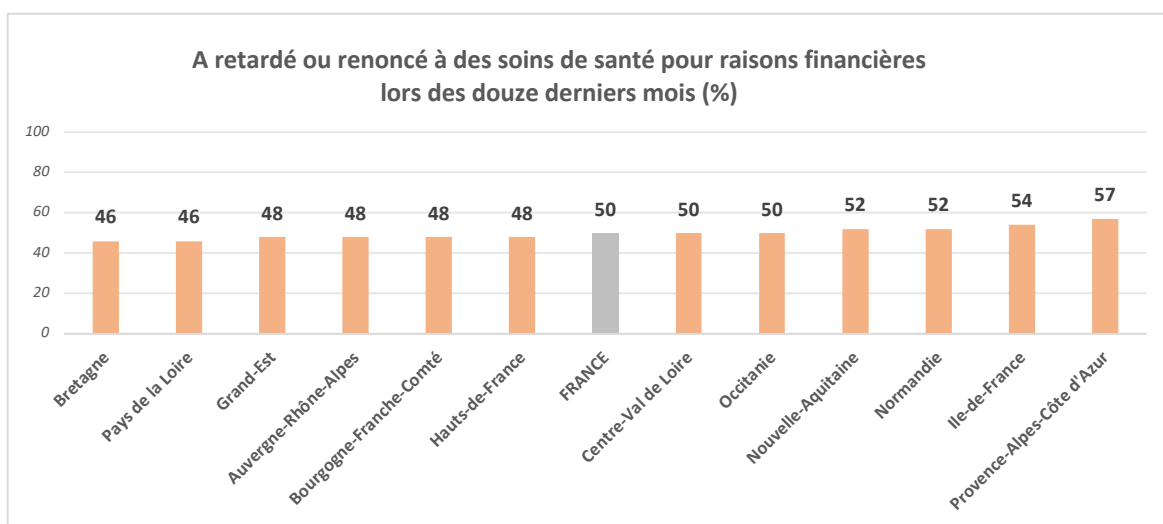
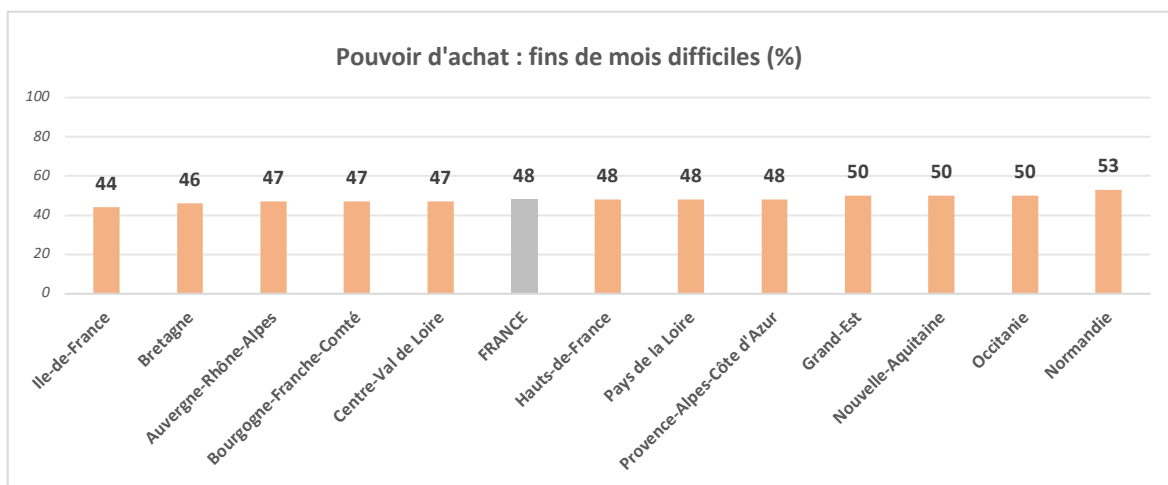
Indicateurs clés comparés par région

Bonheur privé :

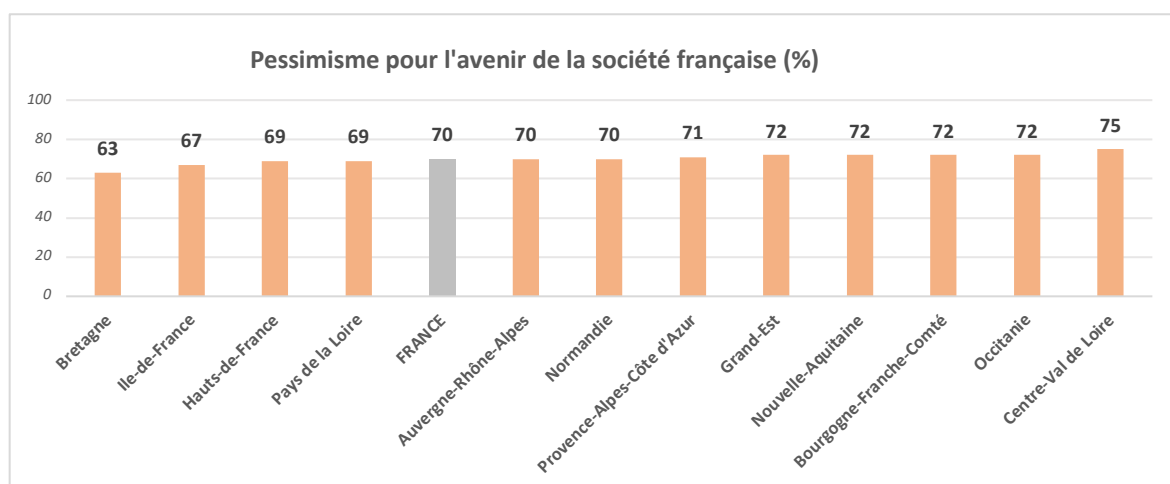
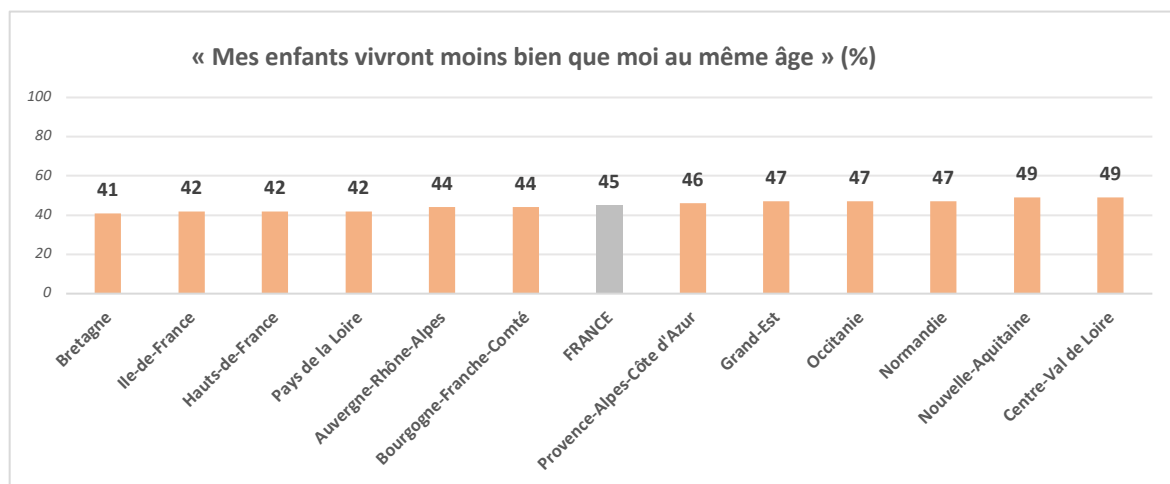
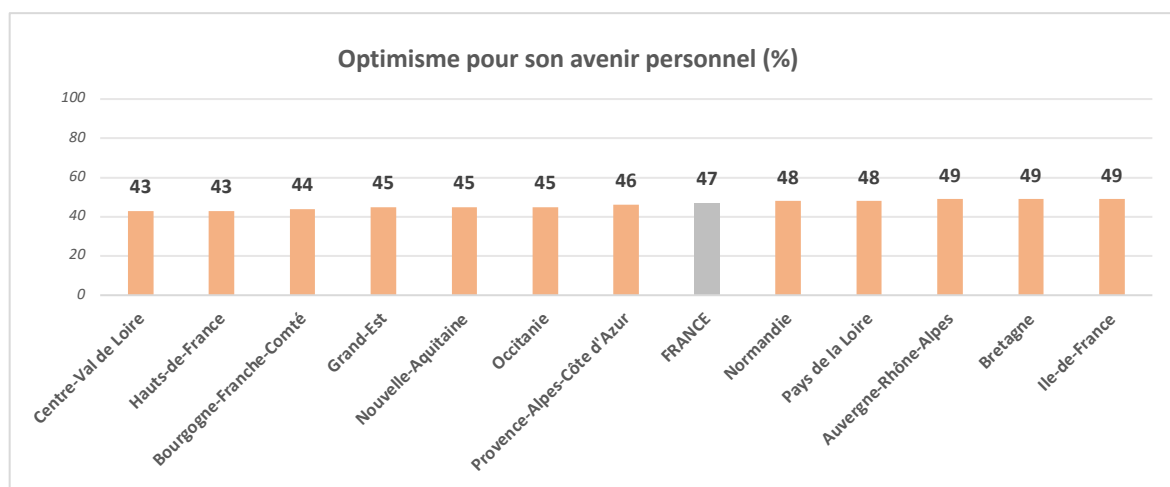


Souffrance sociale :

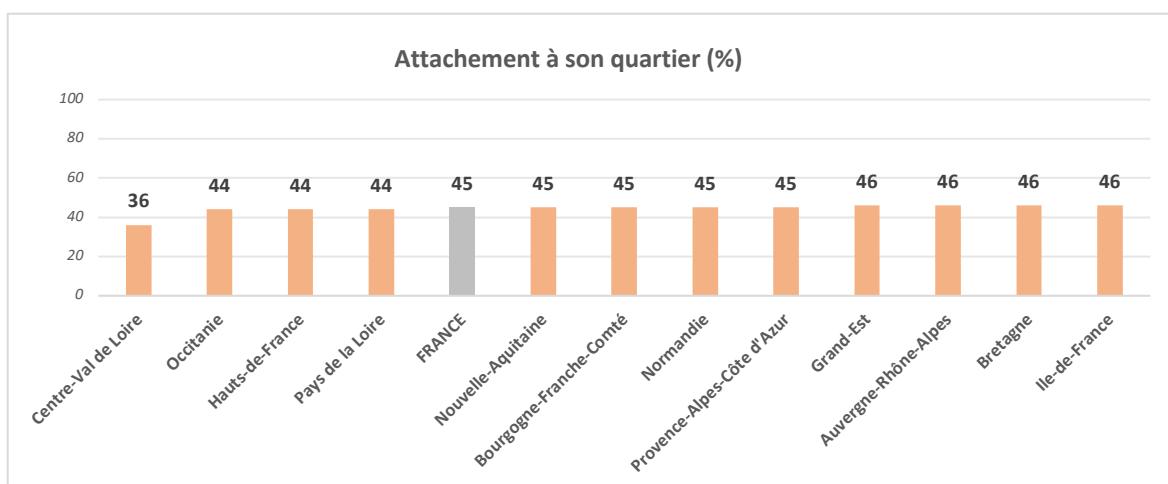
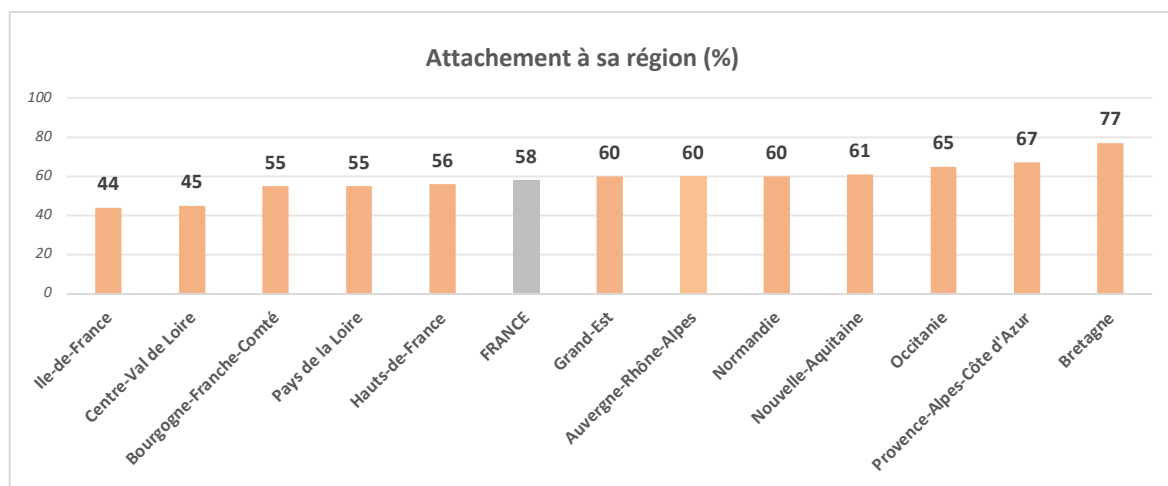
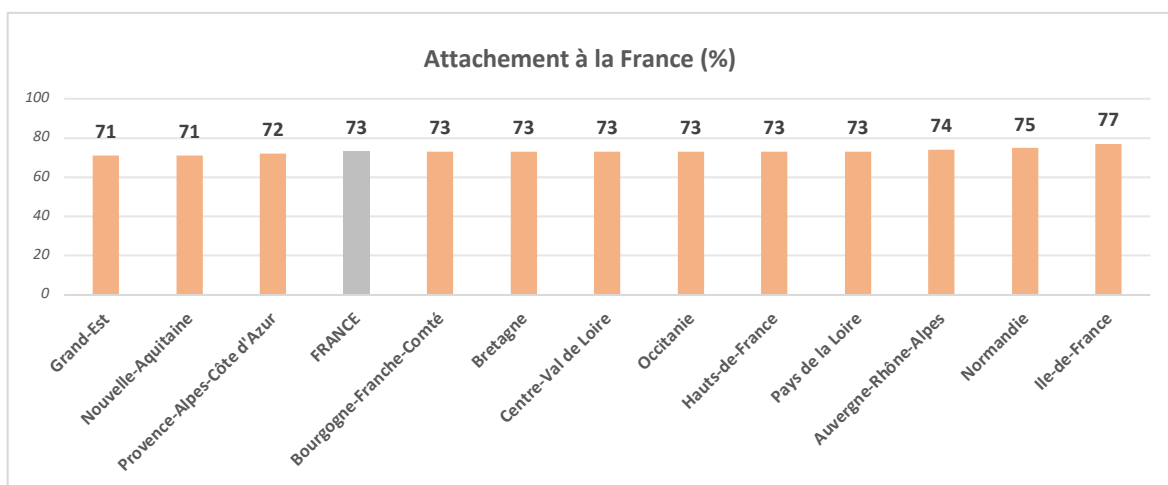




Crise du pouvoir d'achat et représentations d'une société inégalitaire et injuste fragilisent la confiance et la capacité des Français à se projeter dans l'avenir :



Malgré cette souffrance sociale, la France reste le point d'ancrage le plus rassembleur :



Fiche technique de l'enquête « Baromètre des Territoires 2019 »

Interrogation

Echantillon de 10 010 personnes, divisé en 12 sous-échantillons régionaux de 800 individus (1 200 en Ile-de-France), représentatifs de la population résidente de chaque région administrative métropolitaine âgée de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée par région aux variables de genre, âge, catégorie socio-professionnelle et taille d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

Interrogation par Internet entre le 14 décembre 2018 et le 8 janvier 2019.

Questionnaire

L'enquête est composée de 5 parties : « Confiance et regard sur sa qualité de vie », « Lien social », « Regard sur son territoire », « Relation du territoire avec l'Etat et l'Union Européenne », et « Vision de la société ».

Au total, le questionnaire comprend 120 questions.

Marges d'erreur

Taille de l'échantillon	Intervalle de confiance (avec un niveau de confiance de 95%)										
	2% ou 98%	5% ou 95%	10% ou 90%	15% ou 85%	20% ou 80%	25% ou 75%	30% ou 70%	35% ou 65%	40% ou 60%	45% ou 55%	50%
100 cas	2,6	4,4	6	7,2	8	8,6	9,2	9,6	9,8	10	10
500 cas	1,3	2	2,7	3,2	3,6	3,9	4,1	4,3	4,4	4,5	4,5
1 000 cas	0,8	1,4	1,8	2,3	2,5	2,7	2,9	3	3	3,1	3,1
2 000 cas	0,6	1	1,3	1,6	1,8	2	2,1	2,2	2,2	2,3	2,3
5 000 cas	0,4	0,4	0,6	0,8	1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4
8 000 cas	0,3	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1	1	1,1	1,1	1,1
10 000 cas	0,3	0,4	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	1	1	1

Note de lecture : pour un échantillon de 10 010 personnes, si le score mesuré est de 25%, il y a 95% de chances que la valeur réelle se situe dans une fourchette de plus ou moins 0,9 points, et donc entre 24,1% et 25,9%.